



Que pensent les ruraux
de la métropole ?

\\ Créé en 1999, le C2D est une instance consultative de la Métropole. Il regroupe 105 membres bénévoles issus de tous les horizons.

La société civile y trouve un lieu d'expression de ses aspirations, de ses réticences ou de ses priorités.

Les élus y puisent le reflet précieux des désirs et des préoccupations de leurs administrés quant aux questions d'actualité, aux tendances de société et aux projets métropolitains. //



Auto saisine

**La métropole bordelaise et ses territoires,
proches et lointains**

**\\ Que pensent les ruraux
de la métropole ? //**

Focus sur le rural

Les membres du groupe de travail



Nommé par la commune d'Artigues-près-Bordeaux, commercial dans l'automobile

William André



Journaliste, Bordeaux

Laurie Bosdecher



Fondateur de l'Université Populaire de l'Environnement, Bordeaux

Pascal Bourgois



Nommé par la commune de Gradignan, architecte

Jean-Charles De Munain



Président de l'ALIMSO, Bordeaux

Marcel Desvergne



Nommée par la commune de Cenon, aide soignante à domicile

Marie-José Diantete



Nommée par la commune de Villenave d'Ornon, agent territorial

Véronique Ferré



Responsable de la Chaire Unesco, Pessac

Elisabeth Hofmann



Nommé par la commune de Talence, enseignant-chercheur

Michel Le Hénaff

Les membres du groupe de travail



Nommée par la commune d'Artigues-près-Bordeaux, auxiliaire de puériculture à la retraite

Josiane Le Quéré



Enseignant-chercheur, Bordeaux

Thierry Oblet



Nommé par la commune d'Eysines, retraité de la fonction publique

Michel Prat



Nommée par la commune de Saint-Louis-de-Montferrand, professeure de lettres à la retraite

Catherine Prévôt



Nommé par la commune de Saint-Louis-de-Montferrand, mécanicien retraité

André Procédès



Géographe, Bordeaux, vice-président du C2D

Yves Raibaud



Nommé par la commune de Lormont, manager d'une agence de micro finance

Youssouf Séméga



Nommé par la commune de Bègles, retraité de l'enseignement artistique, vice-président du C2D

Jean-Michel Thauré



Nommé par la commune de Saint-Aubin de Médoc, responsable grands comptes

Cyril Vincent

Sommaire

> Préambule	5
-------------------	---

Que pensent les ruraux de la Métropole ?..... 9

> Forum ouvert sur le rural.....	10
> Les contributions habitantes issues du forum ouvert	12
> Mobilité	12
> Agriculture	14
> Culture	14
> Développement économique.....	15
> Gouvernance et démocratie locale	16
> Dualité ville/campagne.....	17

Re-liaison la campagne et la ville 19

> Introduction.....	20
> L'approvisionnement alimentaire : « think global, eat local » ?	24
> Histoire courte des circuits courts.....	24
> Un foncier agricole qui donne à boire plus qu'à manger.....	28
> La galère des transports.....	33
> Des usagers usés des transports : tranches de vie.....	34
> Une mobilisation active pour des alternatives	35
> Développement économique : s'interroger sur la valeur des choses .39	
> Tordre le cou aux idées reçues... Les pauvres n'habitent pas tous dans la campagne.....	42
> La culture comme rendez-vous collectif.....	44
> Promouvoir la culture mobile ?	44
> Rétablir les connexions entre les hommes.....	46
> Conclusion.....	47
Constats et perspectives de projets	49

> Préambule

> Une initiative citoyenne

En 2015, plusieurs membres du C2D ont souhaité travailler sur les relations qu'entretient l'agglomération bordelaise avec d'autres territoires, proches ou lointains.

> Usagers et experts

Un groupe de travail s'est constitué et s'est fixé comme objectif de donner à voir comment, dans une période de profondes transformations territoriales et institutionnelles, les habitant.e.s vivaient le territoire métropolitain.

Ces transformations sont dues à l'adoption de lois cadres (MAPTAM - Modernisation de l'Action Publique Territoriale et Affirmation des Métropoles, NOTRe - Nouvelle Organisation Territoriale de la République, etc.) et/ou résultent de dynamiques locales ancrées : développement urbain de Bordeaux et des communes périphériques, croissance démographique girondine, attractivité régionale et internationale...

Le C2D, collectif de citoyen.ne.s bénévoles, considérant que ce sont essentiellement les avis d'« expert.e.s » (élu.e.s, universitaires, chercheur.e.s, administrations publiques, consultant.e.s) qui sont convoqués sur ces sujets, a souhaité donner la parole « aux usagers » et à leurs pratiques du territoire, pour savoir comment sont vécues et perçues ces transformations.

Le C2D a cherché à identifier les effets que produisent, au jour le jour, les politiques de redécoupage géographique, de métropolisation, de mutualisation, de transferts de compétence entre échelons institutionnels.

Quels impacts ont-elles sur leur quotidien ? Quels changements produisent-elles sur leurs habitudes de vie ? Quels sont, d'un

point de vue citoyen, les sujets et problématiques à traiter ?
Quels enjeux, quelles situations méritent, selon les populations, une attention particulière de la part des pouvoirs publics ?

> Organisation du travail

La méthode a consisté à partir d'expériences territoriales faites de pratiques et de représentations. Pour inviter les habitant.e.s à exprimer leurs vécus et leurs ressentis, le C2D a conçu et organisé trois ateliers participatifs, chacun construit à partir d'une question de départ spécifique.

- Un forum ouvert sur le rural
29 juin 2016, Chantiers Tramasset, 33500 Le Tourne
 - Question de départ : Que pensent les ruraux de la métropole ?
 - Participant.e.s du Sud Médoc, de Haute-Gironde, du Libournais, de l'Entre-Deux-Mers, du Sud-Gironde et des Landes
- Un atelier – débat sur le périurbain
9 novembre 2016, hôtel de Bordeaux Métropole, 33000 Bordeaux
 - Question de départ : En quoi les « franges » de l'agglomération participent à la construction de la métropole ?
 - Participant.e.s habitant les communes situées de part et d'autre des limites administratives de Bordeaux Métropole (Artigues-près-Bordeaux, Martignas-sur-Jalle, Saint-Loubès, Cestas, Cadaujac...)

- Un *world café* sur l'international
10 mai 2017, hôtel de Bordeaux Métropole, 33000
Bordeaux
 - Question de départ : Comment les pratiques des individus au sein de la mondialisation, leurs appartenances et ancrages pluriels, transforment la ville ?
 - Participant.e.s : personnes étrangères ou en contact régulier avec un autre pays (Arménie, Slovaquie, Roumanie, Mali, Burkina-Faso, Argentine, Mexique, Canada, Italie, Portugal, Comores, Inde...), mais résidant sur l'agglomération bordelaise

Ces rencontres ont permis de produire des relevés d'observations, des posters d'idéations, des tableaux de propositions et des vidéos de restitutions et/ou d'échanges.

Quatre intervenant.e.s (philosophe, géographes ou designer de services) ont également été invité.e.s à mettre en perspective les questions posées et/ou les matériaux récoltés.

Enfin, des notes de discussions ont été écrites par l'Agence d'Urbanisme de Bordeaux Métropole Aquitaine (A'urba) dans l'optique de mettre en relief des contenus particuliers, de prolonger les échanges, d'y apporter des compléments, notamment en mettant en regard expertises techniques et points de vue citoyens.

**Que pensent les ruraux
de la Métropole ?**

Forum ouvert sur le rural

> Forum ouvert sur le rural

> Un échange constructif ville / campagne

Les membres du C2D impliqués dans l'organisation de l'atelier sur le rural, ont cherché à donner à voir le regard et les attentes que portent et projettent des ruraux sur la métropole bordelaise. Il s'agissait de récolter des contenus à partir d'une question ouverte : « Que pensez-vous de la Métropole ? »

L'enjeu a été d'organiser un dialogue constructif entre monde urbain et monde rural, en gardant à l'esprit l'ambivalence des modèles et les interdépendances qui caractérisent ces territoires et leurs usages.

> Laisser la parole s'exprimer librement

Pour échanger sur les relations entre la métropole bordelaise et son hinterland rural, le C2D a organisé un atelier participatif aux Chantiers Tramasset (Le Tourne, 33550), le 29 juin 2016. Un forum ouvert¹ a été organisé pour faire émerger des problématiques de manière spontanée et le plus librement possible.

Vous pouvez retrouver l'ensemble du forum ouvert sur la chaîne Youtube du C2D².

¹ http://www.fondation-nature-homme.org/sites/default/files/publications/130912_democratie_participative-guide_des_ouils_pour_agir.pdf

² https://youtu.be/0wlEQ_KFr4

> 60 participant.e.s, 6 tables de discussion, 2 intervenantes

L'atelier a réuni une soixantaine de participant.e.s.

La place du marché, moment du forum où l'on collecte sur des post-it les sujets dont les gens veulent parler, a débouché sur la mise en place de six espaces de discussions thématiques :

1. mobilité
2. agriculture
3. culture
4. développement économique
5. gouvernance et démocratie
6. dualité ville/campagne

Sur chacune de ces thématiques, les discussions permettent de faire émerger des constats et/ou des propositions concrètes.

Swanny Serrand, designer de services chez Plausible Possible (agence conseil en innovation), a analysé à chaud les échanges en faisant un parallèle avec le projet *Les villages du futur* (démarche de recherche – action sur le renouveau des politiques publiques rurales dans le département de la Creuse).

Joëlle Zask, philosophe qui questionne les formes démocratiques de la participation citoyenne, autrice de *La démocratie aux champs* (Zask, 2016), a conclu en livrant son regard sur l'atelier et sur le monde rural en général, qu'elle juge, par ailleurs, moteur et source de modernité démocratique.

> Les contributions habitantes issues du forum ouvert

L'objectif de l'atelier était de faire émerger les paroles et avis citoyens dans une dynamique de co-construction de(s) savoir(s) avec des expert.e.s et des universitaires. Plus largement, la mission de l'auto saisine est de renseigner et interpeller la sphère politique par un rendu efficace et concret, comportant des préconisations. Ci-dessous figurent les constats et propositions ayant émergé de cette rencontre. Certains éléments peuvent servir d'accroche à la définition de politiques publiques de moyen ou long terme. D'autres, très concrets, préfigurent la mise en œuvre d'actions à brève échéance.

Beaucoup de ces préconisations recourent des projets déjà étudiés par les services des collectivités ou les agences d'urbanisme. Dans ce cas, elles les valident par un regard citoyen et rassurent les élu.e.s sur les possibilités d'une bonne gouvernance.

D'autres propositions se distinguent de certaines politiques déjà en cours ou constituent des propositions créatives.

> Mobilité

Les préoccupations en matière de mobilité sont particulièrement vives quand se pose la question du rapport à la métropole.

Toute.s les participant.e.s ont dit redouter les bouchons quand il faut se rendre en voiture dans la métropole. Certain.e.s évitent de rentrer dans la ville pour ne pas « se retrouver dans la nasse », surtout quand il y a des événements. Beaucoup utilisent les parcs relais, bien que « souvent saturés », et terminent leurs trajets en transports en commun.

Les participant.e.s font également la remarque que beaucoup d'argent semble investi dans les infrastructures métropolitaines « intramuros » (extension des lignes de tramways, construction de parkings autour de la gare Saint Jean, etc.), mais pas dans les liaisons entre les territoires girondins et la métropole : « nous sommes les parents pauvres ».

Ils proposent de :

- Créer des lignes de bus péri-métropolitaines (Blaye – Libourne – Créon - Langon par exemple) et des liaisons fluviales, en amont et en aval de Bordeaux
- Améliorer le réseau de transport en commun existant en augmentant les cadences de certaines lignes départementales Trans Gironde (Libourne / Bordeaux par exemple)
- Aménager les chemins de fer abandonnés (Bordeaux – Blaye) ou convertis en pistes cyclables (Roger Lapébie par exemple) pour y faire circuler des transports en commun, au moins aux heures de pointe
- Aménager
 - des parcs relais à l'entrée de l'agglomération (au sud notamment)
 - des aires de covoiturage où il en manque (ex : à l'échangeur de Bazas sur l'A65)
- Soutenir le télétravail
- Aider les personnes à mobilité réduite à se déplacer en Gironde par la création d'un outil numérique dédié
- Installer une gouvernance à l'échelle des 255 communes de l'aire urbaine bordelaise

> Agriculture

Les questions d'agriculture et d'alimentation ont fortement animé l'atelier. Si chacun.e s'accorde à penser qu'il est temps de revoir nos modèles de production et de consommation, la filière viticole (et dans une moindre mesure, maïsicole, au sud de la métropole), ainsi que l'étalement urbain (aménagement de zones pavillonnaires), laissent peu de place à l'agriculture vivrière sur un modèle familial (maraîchage, élevage et circuits courts).

Pour autant, la métropole est perçue comme une opportunité de débouchés, un marché important pour les producteurs locaux.

Les participant.e.s proposent donc de :

- Mettre au point un projet alimentaire territorial favorisant l'agriculture de proximité³
- Imaginer des politiques publiques partenariales de réciprocité du type « ceinture agro-maraîchère en zone rurale proche » contre « ceinture culturelle périurbaine »
- Soutenir l'installation de maraîchers (mise à disposition de foncier et investissement financier)

> Culture

La culture (au sens de l'offre culturelle) et les liens sociaux ont également été discutés.

Si les habitant.e.s des zones rurales déplorent parfois le manque d'information sur la programmation culturelle des communes environnantes, beaucoup mettent en avant la dimension associative et participative de l'offre culturelle en milieu rural.

³ Entre temps, Bordeaux Métropole, a mis en place, le 19 octobre 2017, un Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable

La complémentarité ville / campagne en la matière est également mise en avant : à la ville, la diversité de l'offre et des lieux d'accueil du public (même rural) de septembre à juin ; à la campagne, les sites naturels propices à déployer l'offre estivale (les festivals) profitant aussi aux urbains.

Certain.e.s ont, dans cette perspective, imaginé établir des contrats de réciprocité ville/campagne : « programmation culturelle contre programme alimentaire » (voir ci-dessus).

> Développement économique

L'activité économique et l'accès à l'emploi sont des sujets de préoccupation majeurs en zone rurale. Dans un cadre de réflexion collective sur les liens urbain/rural s'exprime notamment la crainte de rester à la traîne de la mondialisation, la métropole bordelaise étant vue comme prédatrice et attirant à elle les entreprises.

Les participant.e.s au forum ouvert déplorent les logiques concurrentielles entre intercommunalités et la course à l'aménagement de zones commerciales et/ou d'activités. Il serait préférable, selon la restitution de la table de discussion dédiée à ce sujet, de soutenir la micro-économie locale : création de tiers lieux (exemple donné du Splendid Coworking, l'espace de travail collaboratif de Langoiran) et de pôles associatifs (Chantiers Tramasset, la Belle Verte...), appui aux coopératives d'activités (Coop Alpha...), à l'installation de maraichers bio... Or la rareté des aides publiques aux activités de ce type est pointée du doigt. Tout comme le déficit de connexion haut débit à Internet, le manque de transports en commun et l'appauvrissement commercial des centre-bourgs.

Pour dépasser ce constat, les participant.e.s proposent, par exemple, de tirer parti de la croissance démographique girondine

en développant l'économie résidentielle (services, artisanat, silver économie...).

Ainsi les pouvoirs publics pourraient :

- accompagner la création de coopératives d'activité ;
- accueillir des formations difficiles à développer en ville (ex : horticulture) ;
- développer le tourisme de proximité en lien avec la métropole.

> **Gouvernance et démocratie locale**

La vie démocratique locale, abordée sous l'angle de la gouvernance des territoires, est aussi un sujet de réflexion collective.

Une idée centrale et consensuelle ayant surgi de l'atelier, est le besoin de nouvelles formes de coopération territoriale locale permettant une meilleure articulation des différentes politiques publiques mises en place par chaque niveau institutionnel : Etat, région, département, métropole, commune.

La coopération territoriale est aussi perçue comme le moyen de sortir des logiques concurrentielles qui animent le développement des intercommunalités voisines (cf. conclusion sur le développement économique).

Une autre idée, plus technique, est la demande d'application de coefficients correcteurs dans l'attribution de deniers publics aux différents territoires afin de ne plus corrélérer démographie et superficie géographique.

Enfin, inventer une « citoyenneté de flux » qui prendrait en compte les différents territoires de vie des personnes (résidence, travail, loisirs...), et pas uniquement le lieu de résidence, semble, pour beaucoup, plus que jamais nécessaire.

> Dualité ville/campagne

Le forum ouvert a permis de rappeler que villes et campagnes sont perçues comme complémentaires et opposées et que leurs rapports sont animés de ressorts complexes, historiquement construits (comme l'a rappelé Joëlle Zask au sujet de la dévalorisation du paysan par exemple). La mise en place d'un espace de discussion sur ce thème lors de l'atelier témoigne, s'il en était besoin, de l'acuité de ces questions et de l'importance pour les pouvoirs publics de s'en saisir, quand bien même leurs compétences ne s'exercent pas directement sur ce sujet.

Re-liaer la campagne et la ville

Analyse du forum ouvert
« la métropole bordelaise et le rural »
organisé par le C2D le 29 juin 2016
aux Chantiers Tramasset

Note de discussion

Octobre 2016

> Introduction

Qu'elles soient maîtrisées ou non, les transformations territoriales sont vécues par tous. Lorsque les citoyens prennent la parole au sujet du rural, ils expriment des envies, des peurs, des besoins de faire cohésion, d'apprendre à se connaître, tout comme la volonté de prendre soin de l'environnement, de leur environnement. La relation ville/campagne, un chantier, à prendre à bras le corps tout de suite.

Pour des chercheurs tels que [Roberto Magnaghi](#), l'énergie de chacun pour penser le bien-vivre sera économisée si nous sortons des considérations binaires ; la cellule-souche des territoires désormais n'est pas la ville ou la campagne mais son ensemble, condition de la reproduction matérielle de la vie humaine. L'auteur, fervent partisan du projet « local », imagine une vie à l'échelle de la région, « La biorégion urbaine », permettant du lien social, une économie, un meilleur usage des ressources et un degré plus grand d'indépendance territoriale. Il s'agit de « requalifier le métabolisme urbain à travers la restitution à la ville de sa campagne⁴ ». Le tout est plus que la somme des parties. La ville et la campagne, intimement liées, de manière cohérente et respectueuse sont un espace conjoint qui vaut plus que la seule juxtaposition d'un espace urbain et d'un espace rural, mis dos à dos.

Cette sempiternelle opposition à la peau dure... Fruit d'une défiance mutuelle entre « gens de la ville » et « gens de la campagne », entre les « riches bourgeois » et les « culs terreux », entre la ville sale et la nature saine (« les métropoles sont bruyantes... » dixit un post-it orphelin du forum ouvert du C2D).

⁴ Magnaghi A., *La biorégion urbaine. Petit traité sur le territoire bien commun*, Editions Eterotopia France, 2014

Les inégalités d'accès aux services et aux équipements subsistent... comme le tout-voiture, faute d'alternative crédible. L'accès à Internet reste complexe, les festivals d'hiver à la campagne paraissent inexistantes. Mais que nous soyons de la ville ou de la campagne, et au risque de pêcher par candeur, nous sommes les mêmes ! Nous, leurs habitants... pris de la même manière dans la mondialisation.

« Avec la télé, les urbains et les ruraux baignent dans la même culture »
Restitution atelier, C2D

Comment en tirer alors le meilleur parti ?

Et si nous nous interrogeons sur nos liens, ceux qui existent et ceux qui devraient exister, entre deux territoires qui ne font finalement qu'un ? Le XXI^e siècle est celui de la connexion, de la mobilité, des réseaux, du numérique. Quels sont ces liens ? Des chemins, des routes, des voies ferrées. L'offre en transports en commun est-elle vraiment adaptée ? Est-on condamné au tout-voiture ? Peut-on envisager des solutions nouvelles ?

Les festivals d'été de plein air à la campagne attirent les gens de la ville, les villes attirent en hiver. Pourquoi ne pas pérenniser des pratiques encore sporadiques de délocalisation vers la campagne des grandes expositions soi-disant « urbaines », à l'image du Centre Pompidou [dans le libournais](#) ?

Enfin... Pourquoi le buffet d'un atelier à la campagne est-il meilleur qu'un buffet en ville ? Les artisans ruraux prennent-ils le temps de se fournir auprès des agriculteurs locaux ? Et si la ville pouvait aussi en profiter ?

Nous avons plus de patrimoine en commun que de choses qui nous séparent, il faut changer nos manières de voir et de penser.

« Reconnaître que chacun a besoin de l'autre, entre la ville et la campagne »

Restitution atelier, C2D

Quoi de plus légitime pour réfléchir aux liens entre la ville et la campagne que de s'installer aux [Chantiers Tramasset](#), le long de cette Garonne qui irrigue tous les territoires girondins et rejoint l'océan au large de Cordouan ? Un lieu et un lien emblématique, rassemblant tout ce que la campagne et la ville ont à échanger... Un lieu associatif, de construction, de formation professionnelle, de rencontre. Un lieu pour échanger et construire...

Construire « un lien tout en cultivant la différence et la complémentarité », mais aussi « déconstruire les représentations respectives, des ruraux vis-à-vis de la métropole et vice-versa »

Joëlle Zask

Le forum ouvert proposait 6 tables rondes sur les thèmes de la [mobilité](#), du [développement économique](#), de [l'agriculture](#), de [la culture](#), des [relations ville-campagne](#) et de la [gouvernance](#). Les deux derniers thèmes ne sont pas repris dans cette note de manière explicite. Notre attention s'est portée autour des débats sur l'approvisionnement alimentaire, le problème des déplacements, de la question du développement économique et de l'ouverture par la culture, en raison des lignes de projets que ces thèmes mettent sur la table.

Définitions de l'Insee

Commune rurale : commune qui n'est ni dans une unité urbaine, ni dans une couronne périurbaine.

Unité urbaine : commune ou ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 m) et qui compte au moins 2 000 habitants.

Périurbain : communes attirées par un pôle d'emploi (c'est-à-dire dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi travaille dans un pôle d'au moins 1 500 emplois) externe à la commune.

Source : www.insee.fr

> L'approvisionnement alimentaire : « think global, eat local » ?

Parmi les nombreux éléments de débat lors de l'atelier sur l'agriculture, des échanges plus spécifiques sur l'agriculture maraîchère (et vivrière) ont attiré notre attention. L'objectif d'une campagne nourricière pour elle-même mais aussi pour la métropole connaît une forte adhésion. Cela nous pousse à réfléchir aux circuits courts en Gironde (état de l'existant et projets à venir) avant de pointer du doigt une contradiction, celle d'une agriculture locale avant tout viticole qui donne plus à boire qu'à manger.

> Histoire courte des circuits courts

La question des liens entre la ville et la campagne se pose naturellement lorsqu'on aborde le thème de l'agriculture, ou plutôt des agricultures. Entre la viticulture et la forêt, il subsiste encore en Gironde des agricultures maraîchères et vivrières. La prédominance du travail de la vigne sur les terres girondines semble occulter l'existence de ces agricultures, fortement ancrées localement et disposant d'[AOC](#) et d'[IGP](#) (agneau de Pauillac, bœuf de Bazas, asperges de Blaye, etc.).

« Aujourd'hui les jeunes qui s'installent, s'ils veulent s'en sortir, ils doivent éviter les intermédiaires, et s'organiser en circuit-courts »

[Restitution de l'atelier agriculture, C2D](#)

Réfléchir aux liens entre la ville et la campagne d'un point de vue agricole c'est interroger des circuits-courts existants et ceux à révéler.

Il y a l'idée de dynamiser l'économie locale, de créer du lien et de reprendre la main d'une part sur le marché local sans passer par de multiples intermédiaires et d'autre part sur la connaissance « produit ». Les consommateurs visualisent, savent d'où vient ce qu'ils ont dans l'assiette.

Quels sont les liens existants aujourd'hui entre la campagne et l'agglomération centrale en matière d'approvisionnement en produits locaux ?

La question des circuits courts en Gironde

L'agglomération bordelaise offre des opportunités de développement économique et de diversification pour les agriculteurs. Elle représente un important bassin de consommation et les nouvelles attentes des consommateurs concernant des produits locaux de qualité peuvent être un moteur pour l'agriculture. On assiste à l'émergence de circuits courts de proximité qui constituent un débouché intéressant pour les producteurs et permettent ainsi de dynamiser l'économie locale. Actuellement en plein essor, ils offrent l'opportunité de commercialiser les produits agricoles, essentiellement des produits frais, par la vente directe du producteur au consommateur ou indirecte avec un seul intermédiaire.

Très diversifiée entre les [AMAP](#), la vente directe à la ferme, les marchés ou encore les points de vente collectif, l'offre que cela représente est difficile à caractériser sur l'aire bordelaise. Sur le département de la Gironde, la vente directe à la ferme constitue le mode le plus utilisé (42% des exploitations agricoles). La vente sur les marchés concerne quant à elle 20% des exploitations et la vente en panier (type AMAP), 5%.

La Gironde compte 71 AMAP. 46 d'entre elles, soit 65%, se situent sur le territoire du [SCoT de l'aire métropolitaine](#) dont [32 sont sur la Métropole](#), signe de l'opportunité que représente ce territoire pour l'agriculture périurbaine. Sur l'aire du Sysdau, ces AMAP rassemblent une quarantaine de producteurs, cultivant pour la plupart en dehors de cette zone voire dans les départements limitrophes (17, 24, 47). Ils commercialisent une partie ou la totalité de leur production par ce système.

Ainsi, pour ce qui est des paniers de légumes, dix producteurs sont présents sur le territoire de l'aire bordelaise et alimentent la moitié des AMAP de ce secteur. Nées entre 2008 et 2009, ces structures ont aujourd'hui près de 3 000 adhérents et sont en constante évolution (dans la mesure de leurs capacités).

Le réseau [Bienvenue à la ferme](#) constitue une alternative aux AMAP. Il rassemble 12 exploitations sur le territoire du SCoT, dont majoritairement des viticulteurs, des maraîchers, des arboriculteurs et des éleveurs, qui proposent de la vente directe à la ferme et des visites d'exploitation.

D'autres initiatives se développent également. Ainsi, les [Drives fermiers](#), mis en place depuis octobre 2012 le long de la rocade bordelaise, permettent d'aller au-devant des consommateurs et de répondre aux besoins du marché actuel. Fruits du mariage des réseaux Bienvenue à la ferme (plus de 100 adhérents) et Producteurs de pays (50 marchés dans l'année) avec le web, ils rassemblent aujourd'hui 27 producteurs et trois groupements de producteurs, tous girondins.

Pour aller au-delà de l'existant, il est aussi important de mentionner les projets à venir. Le schéma de cohérence territoriale de l'aire métropolitaine propose de **renouer le dialogue entre la production agricole et la consommation de cette production à une échelle plus locale**, en incitant la création d'une ceinture verte autour de l'espace aggloméré. Plusieurs objectifs à un tel projet : le maintien d'une activité productive agricole pour l'approvisionnement local, assurer la pérennité des exploitations agricoles et leur rentabilité, et lutter contre le processus de rachat des terrains agricoles pour le développement urbain.

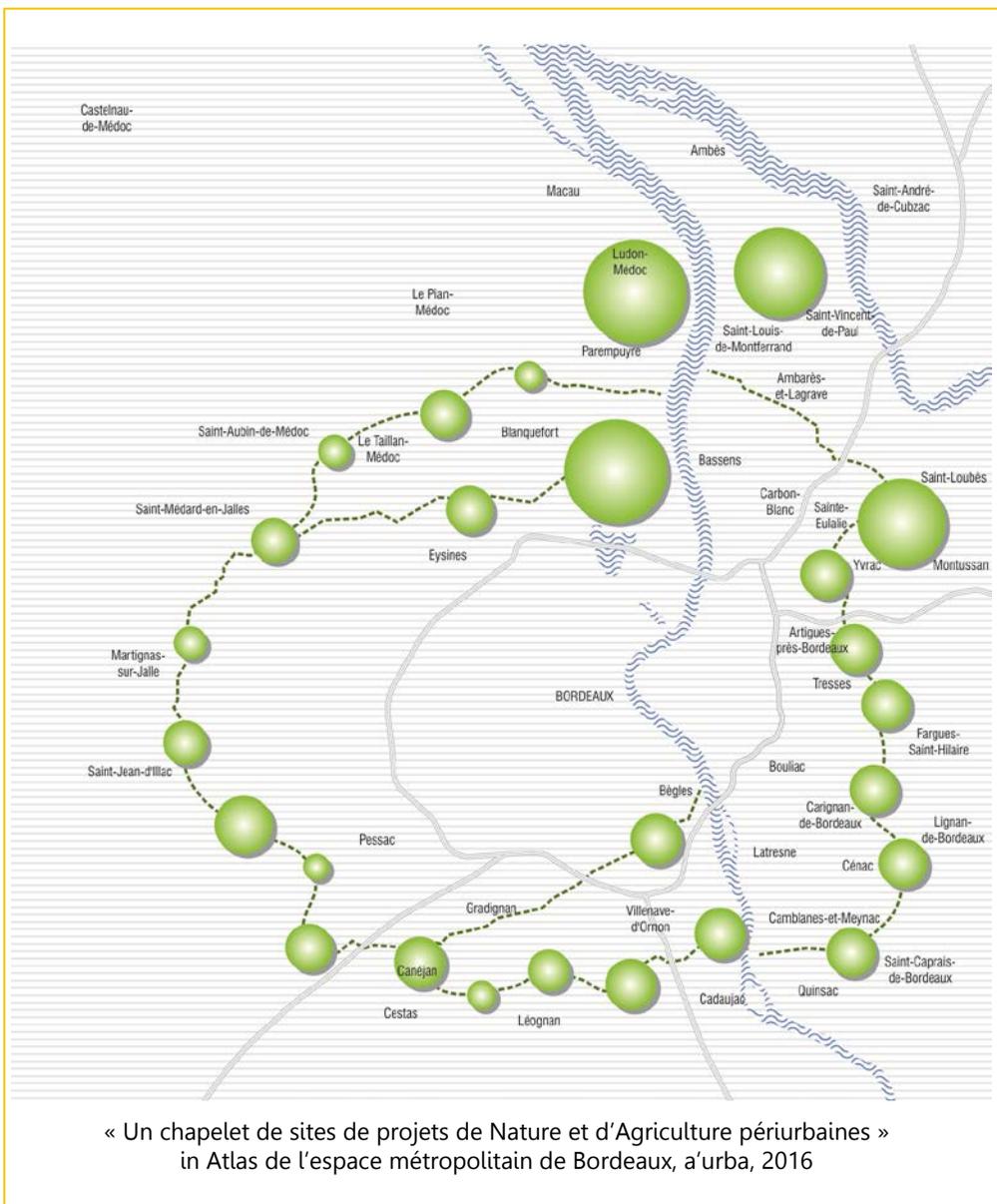
Une ceinture de parcs de nature et d'agricultures autour de la métropole bordelaise

La question de la consommation des terres agricoles au profit d'un développement urbain métropolitain est centrale dans le schéma de cohérence territoriale de l'aire métropolitaine bordelaise.

Si elle se pose en milieu rural, elle est d'autant plus délicate aux franges de l'agglomération. La volonté de renouer des liens entre la ville et la campagne a conduit localement à établir le projet d'une ceinture de parcs agricoles autour de la métropole.

En quoi cela consiste-t-il ?

Ce projet s'appuie sur les exploitations déjà recensées pour proposer la localisation de nouveaux projets agricoles. L'objectif est de donner aux sites existants et entités agricoles d'équilibre une lisibilité foncière et un maintien à moyen terme à proximité de l'agglomération (entités agronomiques aux caractéristiques et dimensions viables et pérennes). Les sites de projets agricoles incarnent des ensembles à forts enjeux agricoles, paysagers et environnementaux. Il s'agit de conforter les sites agricoles dans leur espace et leurs fonctions (production de biens et services agricoles) tout en favorisant des formes de loisirs et de tourisme qui soient compatibles avec leurs activités et ce dans une logique de respect environnemental du territoire.



De quoi parle-t-on ?

Paysan : Personne de la campagne qui vit de la culture du sol et de l'élevage des animaux

Agriculteur : Personne dont l'activité, exercée le plus souvent de façon indépendante, a pour objet principal la culture du sol en vue de la production des plantes utiles à l'homme et à l'élevage des animaux, et accessoirement l'élevage des animaux

Exploitant agricole : Dans le domaine de la production agricole, personne qui met en valeur, qui exploite [Exploiter : mettre à profit quelque chose dont on peut tirer parti]

Source : [Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales](#)

> Un foncier agricole qui donne à boire plus qu'à manger

Le foncier agricole est aujourd'hui grignoté par la ville. Cette dynamique peut être contrainte par des règlements d'urbanisme, chartes, dispositifs réglementaires. Il existe de nombreux outils pour faciliter la gouvernance de ces espaces, cependant la mobilisation de tels outils est complexe et nécessite l'engagement de l'ensemble des acteurs concernés.

« Quelle agriculture peut être compatible avec les personnes nouvellement installées ? »

[Restitution de l'atelier agriculture, C2D](#)

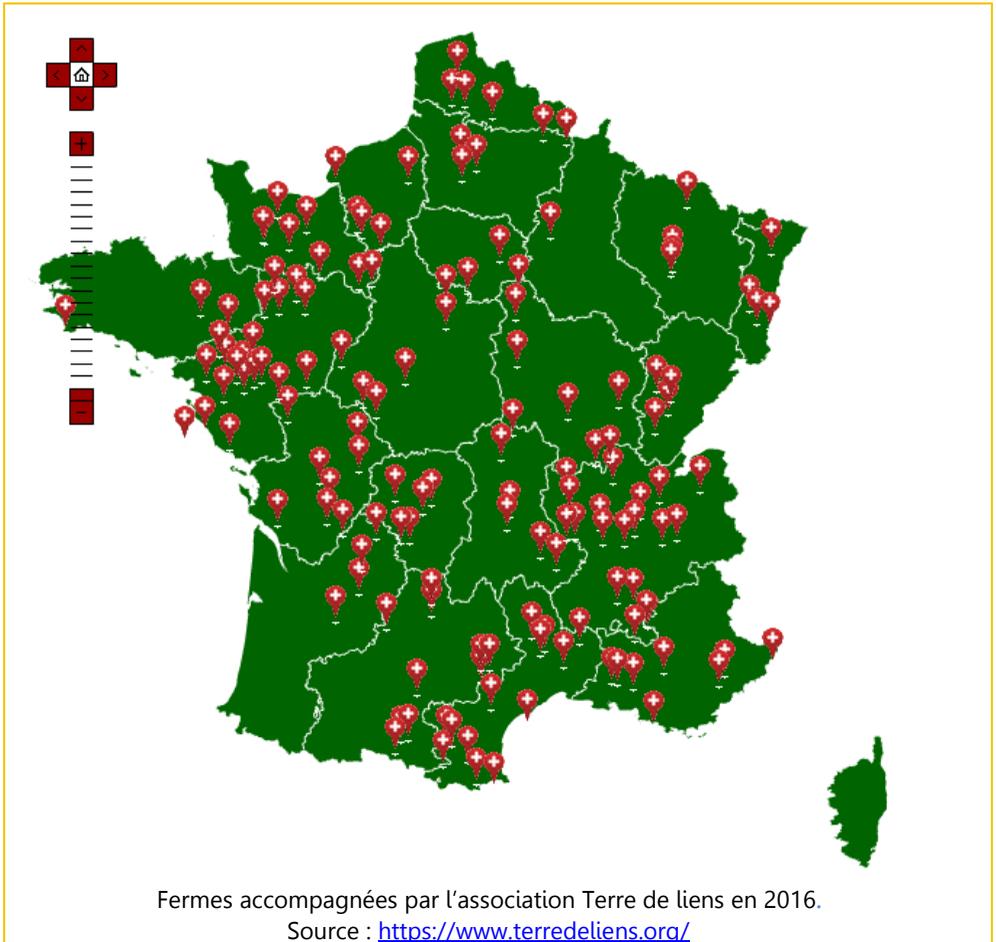
Si les transactions se jouent surtout entre agriculteurs, les investisseurs s'invitent de plus en plus souvent... dans ce qui n'est autre chose qu'une course. L'interprétation parfois aléatoire des textes réglementaires peut s'avérer contre-productive pour la préservation du foncier agricole local.

En France, les agriculteurs subissent de fortes mutations et des conditions d'exploitation de plus en plus dures⁵. Au sein de ce paysage, celui de la Gironde est très particulier, entre viticulture d'excellence et de terroir et agriculture intensive à destination des grands marchés internationaux. Ce que l'on pourrait considérer comme **une « agriculture de service » - soit une agriculture de proximité qui fasse un véritable lien entre le producteur et le consommateur - a du mal à se faire une place dans les territoires girondins**. Une belle plaine ou un coteau planté de vignes garde sa première place sur le podium des valeurs du foncier agricole girondin.

« L'agriculture vivrière n'existe plus, même les agriculteurs n'ont même pas de potager ni de volaille pour leur propre consommation »
Restitution de l'atelier agriculture, C2D

Il existe, comme mentionné précédemment, des distributeurs de produits locaux cultivés dans le département ou la région. Toutefois des agriculteurs qui cherchent à exploiter autre chose que de la vigne doivent s'armer de courage et de patience. A titre d'illustration, l'association reconnue d'intérêt général [Semences paysannes](#), ou encore l'association [Terre de liens](#), dont les réseaux couvrent l'ensemble du territoire français, montrent un plus faible nombre des projets dans certains territoires et notamment en Gironde. Néanmoins, certains projets arrivent à voir le jour (culture du [safran](#) à Ambarès, [aquaponie](#) à Créon...) ou maintiennent leur activité (maraichers à Eysines, le Haillan, Bruges...).

⁵ Bertrand N., *Terres agricoles périurbaines, une gouvernance foncière en construction*, Ed. Quae, Coll. « Update Sciences & Technologies », 2017



En Gironde l'agriculture se boit plus qu'elle ne se mange. Nul ne saurait contester l'importance de l'économie et de la culture du vin comme art de vivre de notre territoire et valeur positive majeure parmi les représentations qui fabriquent notre rayonnement. Cependant les espaces viticoles sont sanctuarisés tandis qu'une demande en agriculture vivrière et raisonnée, voire bio, émerge comme vecteur de santé tout comme de lien social, à la campagne comme à la ville.

Les liens en termes d'offre et demande sont à faire et transcendent la dichotomie urbain/rural.

La demande sociétale croissante de produits agricoles de proximité et de qualité (et de plus en plus bio) ne doit cependant pas se confondre avec les souhaits d'autarcie. Aller vers des projets locaux soutenables signifie valoriser les ressources propres de chaque territoire, sans refuser d'échanger avec d'autres. Les grandes villes n'ont pas vocation à être autonomes en termes alimentaires. Tel que le signale Roland Vidal : « *Paris mobilise pour l'alimentation des habitants de son agglomération quelques trois millions d'hectares, soit six fois plus que la région Ile-de-France en comporte. C'est-à-dire que même si l'on rapprochait les lieux de production au plus près de la ville, il faudrait quand même parcourir des distances de l'ordre de 200 à 300 kilomètres pour nourrir tout le monde* »⁶.

« La proximité doit être considérée comme une ressource, car c'est de la ville, c'est du marché »
Restitution de l'atelier agriculture, C2D

En Gironde, si l'encouragement de l'agriculture bio et de proximité est sans doute à défendre, rien n'empêche de continuer à développer les échanges avec le Lot-et-Garonne qui serait en quelque sorte « *le jardin potager bio de Bordeaux et de son agglomération* »⁷. La gouvernance alimentaire des grandes métropoles doit sans doute se penser à plusieurs échelles.

Démarches à suivre : Les Projets Alimentaires Territoriaux

Prévus dans la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 (Art 39), [les projets alimentaires territoriaux](#) sont élaborés de manière concertée à l'initiative de l'ensemble des acteurs d'un territoire. Ils s'appuient sur un diagnostic partagé faisant un état des lieux de la production agricole locale et du besoin alimentaire exprimé au niveau d'un bassin de vie ou de consommation, aussi bien en termes de consommation individuelle que de restauration collective.

⁶ *Comment nourrir les villes*, Les grands dossiers des sciences urbaines n°40, pp 58-61, 2015

⁷ Gonzalez Alvarez A., *Le Lot-et-Garonne, potager bio de Bordeaux ?* [Cambo n°9](#), pp 16-17, 2016

Pour aller plus loin

Le système alimentaire de l'aire métropolitaine lyonnaise – Agences d'urbanisme de Lyon et Saint- Etienne.

http://www.urbalyon.org/Document/Le_systeme_alimentaire_de_laire_metroropolitaine_lyonnaise-20140

En 2014, la Ville d'Albi s'est fixée l'objectif d'atteindre l'autosuffisance alimentaire à l'horizon 2020. La finalité de ce projet est l'approvisionnement des ressources alimentaires pour l'ensemble des albigeois dans un rayon de 60 km.

<http://www.mairie-albi.fr/lautosuffisance-alimentaire-%C3%A0-albi>

Après une première édition, Terre de Liens met à jour et complète son guide destiné aux collectivités locales par des informations sur les changements liés à la loi ALUR et la loi d'avenir agricole:

[Terre de Liens, Guide « Agir sur le foncier agricole, un rôle essentiel pour les collectivités locales », 2015](#)

Corade N., 2016, « Circuits courts et de proximité : un phénomène de mode ? », Cambo n°9, pp 7-9.

> La galère des transports...

Au cours du forum du C2D, les premières prises de paroles sur la mobilité tournent autour d'un constat partagé sur la « condamnation » du « tout voiture » et à l'absence d'alternative crédible. L'offre de transports « tombe d'en haut » et les solutions envisagées seraient inadaptées à la campagne. Mais derrière ce constat qui illustre le vécu des habitants, des pistes, voire des envies émergent.

Avec quelques paroles d'autres acteurs interrogés en 2016 dans le cadre d'une étude sur les pôles d'échanges, nous voulons renforcer le « vécu d'utilisateurs usés des transports » mais aussi mettre en avant les réflexions sur les propositions d'organisation des transports à une échelle plus large que l'agglomération centrale.

Observant les évolutions sociales, territoriales, économique, les autorités organisatrices des transports (AOT) tentent d'ajuster l'offre de transport à la demande. Le réseau de transport en commun forme aujourd'hui une étoile autour de l'agglomération centrale. Quid des relations « circulaires » d'une campagne à l'autre ? Ce système en étoile paraît avoir atteint ses limites et ne répond plus aux aspirations des ruraux. Les transports en commun de périphérie à périphérie, en extra-rocade sont quasi inexistantes. L'offre est à destination du cœur d'agglomération. Bouchons à l'entrée et à la sortie de la ville dense, parking relais trop souvent saturés, fréquence des bus interurbains insuffisante... La voiture, en milieu rural reste dans le modèle actuel la seule réponse aux besoins de déplacement.

> Des usagers usés des transports : tranches de vie⁸

Etudiante, 25 ans

Elle est usager, habituée et abonnée à TBC, interrogée à Lormont Buttinière, station utilisée quand elle se rend chez ses parents à Blaye, deux fois par mois, en fin de semaine.

Elle utilise les transports en commun par défaut : si elle avait un véhicule elle l'utiliserait pour se rendre chez ses parents. Elle regrette qu'il n'y ait pas de gare à Blaye. Il existe une solution alternative, un car Transgironde qui part des Aubiers, mais le quartier lui déplaît, encore plus que la Buttinière.

Le temps d'attente est pour elle relativement long pour les cars qui partent à Blaye, et il n'y a rien à faire sur la station : « vous n'avez rien quoi, c'est un no man's land ! ». L'hiver il y a des abris, mais, selon elle, la forte fréquentation et la faible fréquence des cars fait vite déborder les gens en dehors des abris. L'usager ne serait pas prêt à prendre un trajet plus long mais direct, car le trajet actuel est déjà trop long (plus de 2h), alors qu'avec la voiture le trajet est de 50 minutes.

Cadre travaillant au CHU de Pellegrin

Elle habite à la Teste-de-Buch et se rend à l'hôpital Charles Perrens par le Ter de 7h37 puis par la ligne 24 ou la liane 4 sur réseau Tbc. La ligne 24 la dépose directement devant l'hôpital. La ligne 4 la dépose à la Médoquine et elle marche moins de 5 min.

Elle prend un train d'avance car le suivant, qui correspondrait davantage à son heure d'embauche, est trop surchargé. « Au retour à Pessac on peut même plus monter (...) c'est inadmissible (...) attention il ne faut pas oublier que les gens prennent ça parce qu'ils vont au travail ».

La jeune femme de 30 ans s'est installée avec sa famille en septembre 2014 en Gironde, dans la ville de Cestas.

Elle s'est servie des transports en commun les cinq premiers mois pour aller à son travail au CHU de Bordeaux. Le trajet emprunté

⁸ a'urba, 2016, [*Pôles d'échanges de la métropole bordelaise : Analyse et propositions d'amélioration*](#)

était le train depuis Cestas et la ligne 24. Cette possibilité était la plus simple parmi celles existantes. D'après l'utilisateur, le train est très rapide (7 min) mais il est surchargé et les horaires du train et ceux de la ligne 24 ne coïncident pas, surtout en soirée. La ligne 24 arrive parfois en retard, ce qui fait perdre la correspondance. Ces retards ont été problématiques car l'utilisateur n'était plus en mesure de pouvoir aller chercher ses enfants. Il y a souvent eu des annulations durant la période où elle a emprunté le train. Elle mettait alors près de 1h30 pour rentrer à son domicile, ce qui n'est pas tolérable.

Le système d'alerte par sms de la Sncf pour les perturbations : « alors c'est très laborieux ça aussi (...) souvent on les reçoit à la dernière minute, donc ça ne nous laisse pas le temps de s'organiser ». En bref, elle regrette le manque de fiabilité.

> Une mobilisation active pour des alternatives

Les liens entre les territoires périphériques et la métropole bordelaise font l'objet d'analyses et d'études d'optimisation des réseaux existants. Il existe un schéma d'interconnexion des réseaux, pour une plus grande fréquence, davantage de fluidité : les principes d'interconnexion des réseaux de transport en commun dans l'agglomération bordelaise.

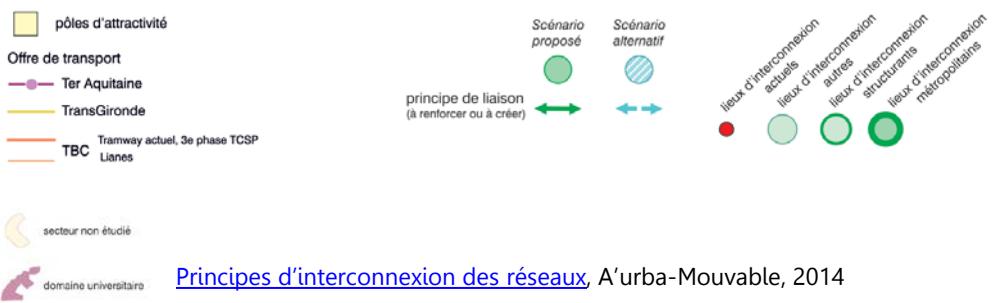
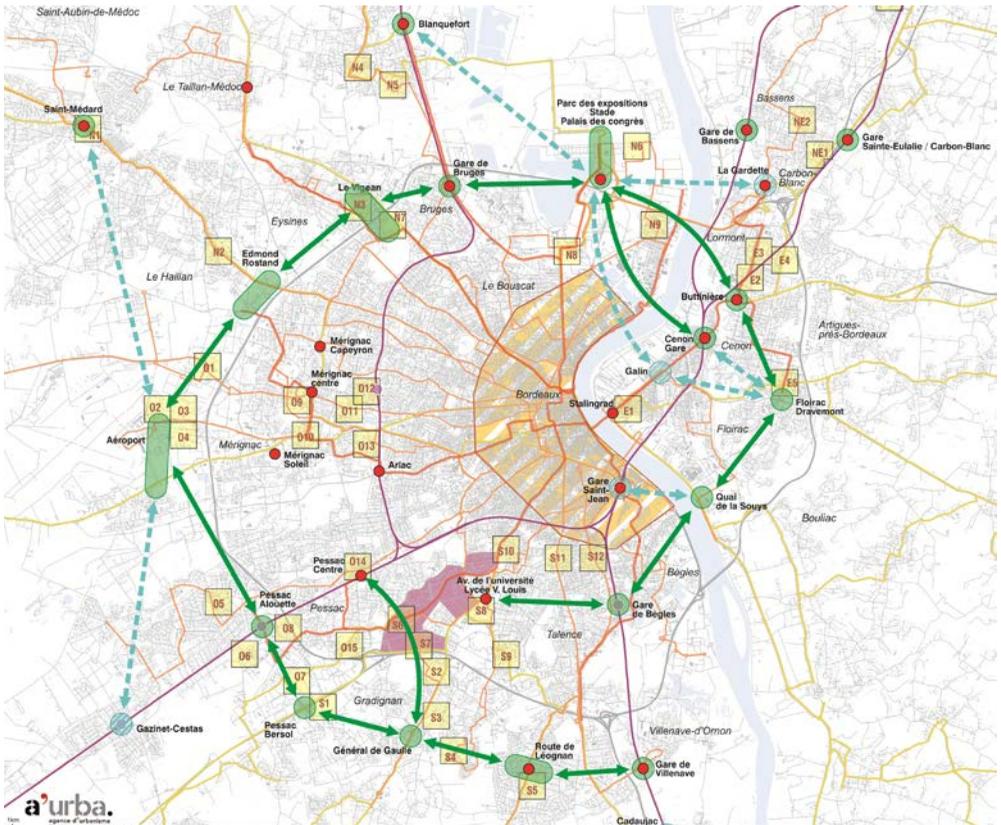
[Un diagnostic précis des déplacements Gironde hors-Cub – Cub](#) a été réalisé. 450 000 déplacements quotidiens (10% de l'ensemble des déplacements de Gironde) sont des déplacements d'échanges entre les territoires girondins et la Métropole. Ces déplacements se font dans une relative proximité (ex : un Médocain rayonne dans le ¼ nord-ouest de l'agglomération). Seul un déplacement sur cinq est en lien avec le centre de Bordeaux. Un tiers reste en dehors de la rocade en rive gauche.

Face à cette demande de mobilité, les déplacements intermodaux sont peu nombreux (140 000 déplacements quotidiens, soit 3% des déplacements, proportion égale aux autres agglomérations françaises) bien qu'en forte progression. **Améliorer les correspondances pour développer l'intermodalité** semble un levier d'avenir pour le système de mobilité de l'agglomération bordelaise. Il s'agit par exemple de favoriser des bonnes conditions de stationnement dans les pôles intermodaux, un cadencement adapté des transports en commun, la connexion des bus Transgironde vers les gares, penser la tarification, etc.

L'organisation des transports en commun fait que les temps de parcours sont relativement pénalisants pour les déplacements qui n'ont pas pour destination le centre de l'agglomération, d'où une hyper dominance de la voiture dans les secteurs situés de part et d'autre de la rocade.

Dans ce contexte, des propositions ont été faites par [Movable](#) (association des 3 Autorités Organisatrices de Transport de l'agglomération) pour améliorer les lieux d'interconnexion et renforcer ou créer des liaisons de périphérie à périphérie.

Représentation schématique des lieux d'interconnexion et axes de demande périurbaine



[Principes d'interconnexion des réseaux](#), A'urba-Movable, 2014

Donner des réponses adaptées aux demandes des territoires ruraux doit aussi passer par la recherche de solutions de mobilité innovantes.

Développer le transport à la demande, promouvoir les modes actifs sont des solutions encore balbutiantes en milieu rural, face à ce manque de connexions de transport en commun de périphérie à périphérie, point noir des mobilités en transport en commun en milieu rural. Innover signifie aussi optimiser l'existant avec des propositions qualifiées aujourd'hui utopiques mais à garder en tête. En ce qui concerne la relation avec le cœur de métropole, ne pourrait-on pas envisager le développement du transport fluvial de voyageurs ? La Garonne et la Dordogne relie une partie des territoires girondins en croisant le cœur de l'agglomération bordelaise. Au-delà des croisières et du fret de marchandises, l'analyse de cette possibilité de desserte fluviale des territoires ruraux, en complément des modes terrestres existants vers le cœur de l'agglomération, ne paraît pas si folle : un prolongement et une amélioration du réseau de [BatCuB](#), plus performant, plus rapide, plus cadencé ?

Pour aller plus loin

Entreprises Territoires et Développement, 2007, [Mobilité et accès aux services en milieu rural et périurbain. Quelles méthodes d'analyse des besoins ?](#) 122 p. Téléchargeable sur <http://www.territoires-climat.ademe.fr/>

Centre d'analyse stratégique, 2012, [Pour une nouvelle approche des mobilités dans les territoires périurbains et ruraux](#), Note de synthèse n°262, 12 p. Téléchargeable sur <http://www.strategie.gouv.fr/>

> Développement économique : s'interroger sur la valeur des choses

La question du développement économique est toujours trop vaste et trop transversale pour être traitée de manière exhaustive, précise ou... sereine. De quoi parle-t-on ? D'activité économique, d'emploi, d'entreprises, d'économie sociale et solidaire ? Malgré ce flou, le débat soulève les passions. Et pour cause. Parler de développement économique c'est aussi parler de richesse et de pauvreté, d'inégalités voir d'injustice. L'émotion suscitée par un tel sujet amène parfois à des prises de position qui redessinent des inégalités territoriales plus fantasmées que réelles. Tout en entendant parfaitement ce malaise, nous voulons apporter quelques éléments de contraste pour les mettre en miroir aux débats.

« Le développement économique en milieu rural est confronté à une vision court-termiste : les nouveaux arrivants n'ont aucune préoccupation des enjeux écologiques, climatiques et énergétiques »

Restitution de l'atelier développement économique, C2D

Les représentations sociales qui marquent un éloignement fort entre la ville et la campagne sont sans doute celles qui touchent aux ressources et au développement économique. L'image des villes riches face aux campagnes pauvres interrogent en termes de justice sociale, d'attention portée à chacun, d'égalité. Cette opposition cristallise la plus grande défiance.

Les grandes agglomérations concentrent les richesses, les emplois les plus qualifiés, les plus hauts salaires, les industries de pointe, la recherche et le développement... Que reste-t-il aux campagnes ?

Rien, sinon quelques initiatives en lien avec la solidarité et le développement local, à entendre certains propos...
La réalité n'est peut-être pas aussi binaire.

« Le modèle à atteint ses limites, il faut envisager un autre modèle économique »
Restitution de l'atelier développement économique, C2D

L'aire métropolitaine bordelaise concentre certes les activités à forte valeur ajoutée, mais les autres territoires ont aussi des cartes à jouer. Le Médoc et le bassin d'Arcachon sont des secteurs touristiques et résidentiels dynamiques, le Cubzaguais et la Haute-Gironde ont un secteur productif important (centrale nucléaire du Blayais et industries de manufacture). Le Grand Libournais et le Sud Gironde ont une proportion plus élevée de revenus liés à l'agriculture et à la sphère publique.

« L'enjeu est d'avoir des territoires ruraux qui ne soient pas que des dortoirs pour la métropole, mais d'avoir de l'activité et de l'emploi de qualité »
Restitution de l'atelier développement économique, C2D

En termes de développement économique, et de soutien aux personnes et aux activités, il est important de souligner le rôle du Conseil départemental dont l'une des compétences principales est l'aide aux initiatives en lien avec l'économie sociale et solidaire. En Gironde, à travers ses Pactes territoriaux, il permet de soutenir financièrement et humainement les projets locaux.⁹

⁹ [Gironde 2033 http://www.gironde.fr/jcms/cgw_82193/gironde-2033-nouvelle-strategie-departementale](http://www.gironde.fr/jcms/cgw_82193/gironde-2033-nouvelle-strategie-departementale)

Les initiatives en matière de développement économique fleurissent sur l'ensemble des territoires dits « périphériques ». Des tiers-lieux (alliant espaces de co-working, accès numérique, bureaux de télétravail) se développent dans les campagnes girondines. Marsas, commune rurale des hauts de Gironde a créé son propre espace, baptisé [Chai 2.0](#), espace multifonctionnel qui connaît un fort succès.

L'appel à projet Gare et connexion sur les tiers-lieux et espaces de co-working va dans ce sens. C'est une initiative qui vise à réhabiliter les anciennes gares désaffectées du réseau pour y développer des activités économiques.

En partenariat avec SNCF Gares et Connexions et la Coopérative Tiers-Lieux, SNCF Développement lance **Open Gare** un appel à projets pour le développement de tiers-lieux en gares.

[Open Gare](#) a l'ambition de détecter des propositions d'aménagement et d'animation d'espaces vacants de 34 gares de voyageurs de la nouvelle région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes. Ces espaces de travail partagés et collaboratifs verront le jour en 2017.

Les gares s'ouvrent à vos projets : espace de coworking, FabLab, atelier artistique ou artisanal partagé, atelier de fabrication, de réparation ou de réemploi, espace éducatif innovant... nous valorisons les projets impliquant l'ensemble des acteurs locaux par des lieux hybrides et collectifs qui prendront la forme que les usagers voudront leur donner.

L'ambition de cet appel à projets : que le tiers-lieu, combiné à la gare, constitue une nouvelle centralité de services dans les territoires d'accueil, permettant ainsi de relocaliser la consommation et de stimuler les liens sociaux sur le territoire.

> Tordre le cou aux idées reçues... Les pauvres n'habitent pas tous dans la campagne...

Les personnes ayant participé à l'atelier « développement économique » ont voulu témoigner de cette opposition ville/campagne via les ressources. D'où l'intervention de Joëlle Zask pour rappeler que la métropole concentre des richesses, cependant la mixité sociale est y très grande, plus grande qu'à la campagne.

« Derrière la Métropole, cet épouvantail, il y a aussi des habitants, des hommes ordinaires aux niveaux socio-économiques très variables. La mixité est plus faible à la campagne qu'à la ville »

Restitution de l'atelier développement économique

Derrière les signes ostentatoires de la richesse métropolitaine se cachent de grandes disparités, on pense aux quartiers politique de la ville notamment. Cela n'efface pas la pauvreté en milieu rural qui reste bien réelle et importante, mais moins visible et de moindre écho probablement, car plus dispersée dans l'espace.

Une problématique spécifique est celle des centres-bourgs fragilisés, qui ne peut être véritablement abordée que sous une approche à la fois économique, urbanistique et sociale, demandant alors l'implication de l'action publique à diverses échelles. Comme le signalent certaines recherches, le processus de dévitalisation des centres-bourgs est complexe, de multiples variables entrent en jeu ; mais certains cas de figure sont récurrents comme un événement extérieur (fermeture d'une entreprise), le vieillissement de la population, l'évidement du centre lié à une offre en habitat peu adaptée aux nouveaux habitants ou encore la patrimonialisation des centres-bourgs ayant une fonction touristique importante.

Pour aller plus loin

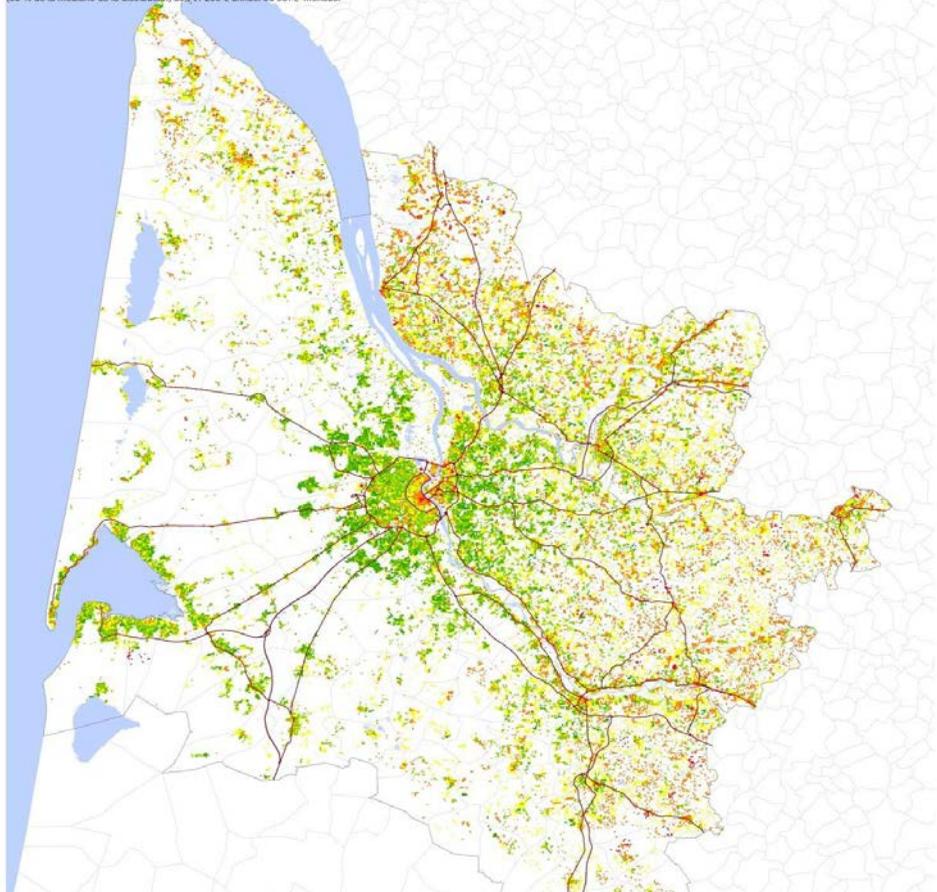
Mission d'étude sociologique sur [l'attractivité des centre-bourgs](#), démarche de revitalisation des centres-bourg, Manafactory, CERUR., EPF de Bretagne, juin 2013.

Insee, 2016, Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes, Dossier n°2, [De quoi vivent les territoires girondins ?](#) 18 p.

Part des ménages à bas revenus

Source : Population fiscale carroyée 2010

Bas revenus : revenu fiscal des ménages par unité de consommation se situe en dessous du seuil de bas revenus (60 % de la médiane de la distribution) soit 11 250 € annuel ou 937€ mensuel



Légende

Part des ménages à bas revenus



Fond de plan issu de l'IGN(c), BDTOPO(c)
Données : Insee - DGFIP - population fiscale 2010
Exploitation : a-urba_Mars 2015

7 3,5 0 7 Kilomètres



a'urba.
agence d'urbanisme
Bordeaux métropole Aquitaine



> La culture comme rendez-vous collectif

A l'instar des débats sur l'agriculture, ceux sur la culture sont animés d'un optimisme certain. La culture existe, elle est riche et variée, complémentaire à celle de la ville. Les festivals d'été se déroulent à la campagne, ceux de l'hiver dans la ville. Emergent alors les notions de saisonnalité et de mobilité culturelle.

Mais la culture à la campagne, c'est avant tout un ciment social. Un moment de rencontre et d'échange dans ces espaces où la fréquentation de l'autre n'est plus aussi évidente, pour de nombreuses raisons. Le capital culturel existe. Il faut le révéler.

> Promouvoir la culture mobile ?

Comme dans la plupart des territoires, la culture est à mettre au pluriel : offre culturelle, vie collective et fabrication d'une culture commune, culture et terroir... Comment tout cela peut-il être appréhendé quand il s'agit du rural ? Deux thématiques sortent du lot : l'offre culturelle et le vivre ensemble.

« La culture au sens anthropologique premier, est un système de mise à disposition des ressources communes au profit des nouveaux venus »

Joëlle Zask.

L'offre culturelle se pose de manière différente dans les territoires au regard des dotations en équipements, de la fréquence et du type d'offre. Les équipements culturels coûtent cher à fabriquer, à entretenir et à faire vivre. Quid de la programmation et de la fidélisation d'un public ? Et quels publics ?

Après un été festif qui concentre les activités les plus plébiscitées dans la campagne, sillonner les pistes cyclables, camper aux abords des festivals et autres événements de plein air, suivre les itinéraires gourmands concoctés par les artisans du goût locaux, **que reste-t-il le reste de l'année à faire dans les campagnes ?** L'offre culturelle semble alors se concentrer quantitativement dans le cœur de métropole, où l'on est au chaud et abrité pour regarder un concert, assister à une pièce de théâtre ; où l'on a dépassé l'effet de seuil pour rentabiliser les gîtes et le couvert de la fabrication d'une culture collective. Ce n'est pas parce que les communes sont de petite taille qu'il ne faut rien faire... !

S'agissant des territoires girondins et de dynamiques culturelles, outre l'effet de saisonnalité, les dynamiques semblent d'intensité différente. Elles sont vives dans l'Entre-deux-Mers. Elles sont à accompagner dans le Médoc, et dans le Blayais, dans le sud Gironde.

La société aime à se voir, à se côtoyer, à échanger. Les marchés et les vides-greniers jouent leur rôle de rendez-vous collectif, d'échange et de lien social tout au long de l'année en campagne...

La « mise en scène locale » de l'offre culturelle ne doit-elle pas prendre les mêmes formes ? À savoir celle d'une culture mobile, à l'image de l'exposition Pompidou mobile ou les expositions de Cap Sciences qui partent en balade ? Les « lieux » de culture ne sont pas fixes, ils sont mouvants et temporaires, mutualisés. C'est peut-être aussi l'occasion de proposer des choses nouvelles, hétérogènes, de détourner les cadres. La campagne a des choses à apprendre toute l'année aux visiteurs urbains ou aux touristes d'arrière-saison. Elle n'est pas là que pour amuser la ville, elle permet à la ville d'être vivable. Et il y a DES campagnes. Ces campagnes doivent s'appuyer davantage sur leurs spécificités propres.

> Rétablir les connexions entre les hommes...

Swanny Serrand, designer de service chez [Plausible Possible](#), engage les habitants de la campagne à changer leur point de vue négatif du territoire en créant, comme à l'initiative du collectif de la [27^e région](#), un Journal des bonnes nouvelles qui mettrait en avant les opportunités et les projets futurs. Elle insiste notamment sur la notion des réseaux humains à la campagne. Il s'y passe finalement beaucoup de choses, mais la circulation de l'information ne passe plus. Restaurer les connexions entre les hommes reste le défi majeur (et prioritaire par rapport à l'irrigation du territoire par la fibre numérique...). Aussi, à l'instar de ce que propose la [Fabrique du futur](#), penser la campagne, c'est dessiner des scénarii désirables, notamment agricoles, une meilleure gestion des ressources énergétiques, créer de l'entraide entre les habitants par la mise en place d'une économie circulaire locale ou de stations de services publics (La Poste, commerces, administration).

> Conclusion

L'opposition ne se réduit finalement pas aux ruraux vs. urbains, mais elle existe aussi au sein même des « campagnards ». Les relations sociales qui se jouent à travers les mobilités résidentielles font qu'il y a toujours un ancien et un nouvel habitant. Que l'un peut venir perturber l'autre. Que l'un peut aussi venir aider l'autre...

« Refaire le lien entre la culture et la culture de la terre semble être aujourd'hui la condition d'écologie démocratique »

Joëlle Zask

La relation ville-campagne s'exprime à travers les rapports humains et les craintes et désirs de voir son cadre de vie changer... ou pas.

« La dévalorisation du paysan légitime sa mise sous tutelle qui consiste à en faire un animal non-politique »

Joëlle Zask

Pourtant dans cette confrontation ancien/nouveau, l'habitant « déjà en place » semble s'exprimer. Du moins y aurait-il là une piste pour créer les liens... ? On met en garde des néo-ruraux taxés de bobos qui ne verraient la campagne que sous un axe idyllique, loin du bruit, de la pollution, des nuisances de la ville. Ces « néos » qui n'ont pas cette culture paysanne, culture souvent dénigrée par le passé mais aujourd'hui revendiquée, pour marquer une rupture.

Second questionnement : il n'existerait que LA campagne, et non DES campagnes. Pourtant les territoires ruraux, à l'instar des villes et des autres territoires, sont tous différents. Certains territoires ruraux connaissent de grandes difficultés (déprise agricole, déclin démographique, etc.), d'autres gagnent des activités et de la

population, d'autres encore revendiquent leur vocation agricole et leur identité paysanne.

En définitive, il y a plusieurs territoires ruraux et à chacun ses faiblesses, ses forces ! Les territoires n'ont pas les mêmes caractéristiques. Les contextes économiques et politiques sont spécifiques. Et l'originalité de ces territoires est souvent balayée, atténuée par les politiques publiques dont l'action peut apparaître standard, à travers les principes d'égalité des territoires et de répartition des richesses strictement équitable. A l'élu local de jouer son rôle pour mettre en avant l'originalité de son territoire pour une meilleure cohérence dans l'effort public.

*« Beaucoup de décisions publiques sont prises en fonction d'une rentabilité électorale »
Participant atelier, C2D*

Peut-on légitimement alors se poser la question de **la fin d'un système** descendant et parfois rigide de ce type (« politique de LA ville » ou « politique de soutien AU monde agricole ») ? Pourquoi ne pas envisager des systèmes de soutien plus spécifiques et souples ? L'Etat a entamé en 2016 une expérimentation sur cinq ensembles de territoire, [les Contrats de réciprocité ville-campagnes](#). Le premier contrat a été signé le 4 novembre 2016 entre le Pays du centre ouest Bretagne (Cob) et Brest métropole. L'objectif de ces contrats de réciprocité est d'encourager les complémentarités et les coopérations entre les espaces ruraux, périurbains et urbains. Le contrat se veut une boîte de dialogue souple et évolutive.

*« La fluidification de la frontière ville-campagne alimente l'idée d'un langage commun »
Joëlle Zask*

Constats et perspectives de projets

- Pour les habitants, les débats soulevés par les questions du développement économique et des transports suscitent un sentiment d'impuissance à pouvoir agir de manière concrète sur ces réalités. Quels élus, quelles institutions peuvent se saisir de ces questions dans les campagnes ? Comment peuvent-ils agir, avec quels moyens... et quels outils ? L'exemple des contrats de réciprocité ville-campagne est à réfléchir.
- Même si les terrains agricoles girondins sont en grande partie dédiés à la vigne et à la forêt, une forte volonté de diversifier l'agriculture existe. Une agriculture alimentaire avant tout. Mettre en avant les circuits-courts, rendre évidents les liens entre une campagne nourricière et une métropole qui n'aurait « que deux jours d'autonomie alimentaire » posent les bases d'un projet à mûrir collectivement, en s'inscrivant notamment dans les Projets Alimentaires Territoriaux.
- L'offre culturelle dans le milieu rural existe. Elle est riche, diverse, transversale. Elle est retranscrite comme un ciment de la vie collective dans ces territoires où la rencontre n'est peut-être pas aussi spontanée ou aussi fréquente qu'auparavant. C'est la mise en réseau des hommes qui semble pêcher. Il faut pouvoir mettre alors en réseau pour une meilleure information et une meilleure communication, pour renouer les liens. Les initiatives de Plausible Possible doivent enrichir les réflexions et donner des pistes de projet à mettre en place (journal des bonnes nouvelles par exemple).



Crédits

Coordination : Simon Bart, Direction du Conseil de développement durable de Bordeaux Métropole

Dessins : Poaplume / conception graphique : Marianne Lefort et Lucile Goasguen

Impression : l'Atelier de reprographie de Bordeaux Métropole, sur papier PEFC

Mai 2017

Que pensent les ruraux de la métropole ?

Ce rapport présente le forum ouvert sur le rural organisé par le C2D aux Chantiers navals Tramasset (33500 Le Tourne) en juin 2016. Le but était de comprendre les attentes et le regard que portent et projettent des acteurs ruraux (habitant.e.s, associations, élu.e.s, entrepreneur.euse.s ...) sur la métropole bordelaise.

Il s'agissait aussi d'organiser un dialogue rural/urbain sans tomber dans l'opposition binaire mais en ayant à l'esprit l'ambivalence des modèles, les interactions et les interdépendances.

Ce rapport comporte également une note de discussion rédigée par l'A'urba (Agence d'urbanisme Bordeaux métropole Aquitaine) et intitulée Relier la campagne à la ville.

La métropole et ses territoires, proches ou lointains

En 2016, le C2D a décidé de travailler sur les rapports qu'entretient l'agglomération bordelaise avec d'autres territoires, proches ou lointains.

L'objectif était de donner à voir les impacts sur le terrain, dans le quotidien des habitant.es, des transformations territoriales en cours : métropolisation, redécoupage régional, attractivité girondine...

Trois rencontres publiques ont ainsi été organisées pour échanger sur les relations entretenues avec les « franges » de l'agglomération, les zones rurales proches et l'international.

Conseil de développement durable
Bordeaux Métropole
Esplanade Charles de Gaulle
33045 Bordeaux cedex

05.56.93.65.11 - c2d@bordeaux-metropole.fr
www.c2d.bordeaux-metropole.fr



[c2d.bordeauxmetropole.fr](https://www.facebook.com/c2d.bordeauxmetropole.fr)



[c2d_BxMetro](https://twitter.com/c2d_BxMetro)



[C2D Bordeaux Métropole](https://www.youtube.com/C2D Bordeaux Métropole)



CONSEIL
DE DEVELOPPEMENT DURABLE
DE BORDEAUX METROPOLE



BORDEAUX MÉTROPOLE